

*Allocations familiales—Loi*

dont les jeunes ont besoin pour leur année scolaire. Et vous voyez dans le visage de ces gens qui sont tous peinés, des gens qui sont en train de faire le choix entre ce qu'ils achèteront et ce qu'ils ne pourront pas donner à leurs enfants. C'est bien dommage, et les enfants se sentent mal à l'aise vis-à-vis des autres, car ces enfants-là non seulement n'auront-ils pas ce que les autres ont à l'école, mais ce sont ces enfants-là qui ne peuvent pas participer aux activités telles que le hockey mineur ou le patinage artistique. Ils sont vraiment mis de côté et c'est surtout cela qui fait mal, de ne pas se voir aussi bien que les autres.

Monsieur le Président, il faut donc que tous les députés de la Chambre écoutent leurs commettants afin de comprendre que plusieurs d'entre eux ont des besoins et qu'il est nécessaire justement que ces besoins soient adressés.

Au lieu d'améliorer la condition de vie de nos commettants, les commettants de tous les députés ici, ce projet de loi va empirer cette situation. Mais, monsieur le Président, c'est un non-sens.

Voilà pourquoi je ne peux laisser faire le gouvernement. Il faut, comme on l'a fait au printemps passé, l'arrêter, sinon, l'avenir du pays s'enfoncera dans une situation sans issue.

Monsieur le Président, je lance un avertissement très sérieux à ce gouvernement au nom des citoyens du Nouveau-Brunswick; je conseille de revenir sur votre position et de ne pas couper les bénéficiaires aux familles.

Finalement, monsieur le Président, je souhaite de tout mon cœur que le gouvernement revienne sur sa décision et qu'il le fasse avant que la population ne soit obligée de s'élever et de manifester avec force, comme elle a prouvé qu'elle savait le faire lors du débat sur la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Et à ce moment-là, les citoyens et citoyennes du Nouveau-Brunswick se sont joints à tous les autres Canadiens et Canadiennes pour dire au gouvernement que c'était injuste. Et s'il le faut, monsieur le Président, je suis prêt à les aider à reprendre et à refaire cette même démarche, afin de prouver au gouvernement que le projet de loi—aux conservateurs justement—que ce projet de loi est injuste.

● (1550)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Questions et commentaires. L'honorable député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) a la parole.

**M. Boudria:** Monsieur le Président, j'ai un commentaire et une question. Tout d'abord, j'aimerais féliciter mon collègue de Westmorland-Kent (M. Robichaud) pour son excellente intervention de cet après-midi.

Je désirerais également lui poser deux questions. Premièrement, est-il d'avis que les priorités du gouvernement sont les bonnes, lorsqu'on dépense 56 millions de dollars pour acheter aux militaires des uniformes neufs et de couleur différente, au lieu de dépenser 55 millions de dollars pour préserver les allocations familiales aux Canadiens? Et, deuxièmement, peut-être pourrait-il nous donner son avis sur les raisons pour lesquelles les députés conservateurs participent très peu, pour ne pas dire du tout au débat que nous avons dans un dossier si important?

**M. Robichaud:** Monsieur le Président, il va sans dire que les réponses aux questions de mon collègue ne sont pas tellement

difficiles. En fait, les priorités de ce gouvernement sont complètement «désorientées», parce que lorsqu'il s'agit d'aider les moins nantis, les familles à faible revenu, on ne peut absolument pas trouver d'argent.

A mon avis, cela est ridicule surtout lorsqu'on trouve des milliards de dollars—on peut dire mille millions de dollars—pour aider des sociétés, qui ont déjà bien des moyens, comme les multinationales. Et, encore ici, monsieur le Président, pour revenir à la question de mon collègue, on a trouvé d'un seul coup 500 millions de dollars pour la construction d'un brise-glace qui doit faire respecter la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Je suis bien d'accord sur le fait que l'on protège notre territoire, mais je trouve curieux que l'on trouve autant d'argent pour construire un brise-glace et, fait encore plus curieux, c'est que le tout est provoqué par nos grands amis du Sud.

Pour ce qui est de la non-participation des députés du gouvernement à ce débat, hier, lorsque le ministre a présenté son projet, lui aussi n'avait pas tellement de bonnes choses à dire. Et lorsqu'est arrivé le tour d'un député du gouvernement, il n'avait absolument rien à dire. Ils ont passé leur tour. Et, ce matin, j'ai compris comment il se faisait qu'on n'avait pas pris la parole, qu'on n'avait pas parlé sur le projet de loi hier. C'est que tout simplement on n'avait rien à dire, parce que si on s'en tient aux propos de l'honorable député de Bellechasse (M. Blais) ce matin, il n'a tout simplement fait que commenter ce qui avait été dit la journée précédente parce que lui n'a absolument rien ajouté de nouveau sinon que de passer des commentaires sur les discours des députés de la journée précédente.

Alors, monsieur le Président, ma réponse à la deuxième question, c'est qu'ils n'ont tout simplement rien à ajouter et ils ne peuvent pas défendre la position du ministre dans ce projet de loi.

[Traduction]

**M. Redway:** Monsieur le Président, pour ne pas décevoir le député et ses collègues, j'ai pensé qu'il serait bon que des ministériels interviennent eux aussi. J'ai déjà pris part au débat, mais je tiens maintenant à lui poser une question.

Il sait bien sûr que le projet de loi dont la Chambre est saisie n'est qu'une mesure d'un train de mesures touchant aux prestations au titre de la famille. Les autres concernent non seulement les allocations familiales, mais aussi le crédit d'impôt pour enfant et l'exemption d'impôt pour enfant prévue dans la Loi de l'impôt sur le revenu. Toutes ces mesures composent le tout en question. Le député sais que toutes ces mesures et les modifications proposées auront nettement pour effet d'accroître les prestations destinées aux familles à faibles revenus dont le député a parlé avec tant d'éloquence, et de réduire en fait celles destinées aux familles à revenus élevés.

J'aimerais que le député nous dise quelle est la politique officielle du parti libéral concernant ces trois mesures sur les prestations au titre de la famille, compte tenu du déficit et surtout de la difficulté que nous éprouvons à financer ce déficit de 35 milliards de dollars. Quelle est précisément la politique officielle du parti libéral pour remédier à tout cela tout en faisant bénéficier de ces mesures les gagne-petit dont lui et moi nous préoccuons tant?